



## La quinzaine nordique

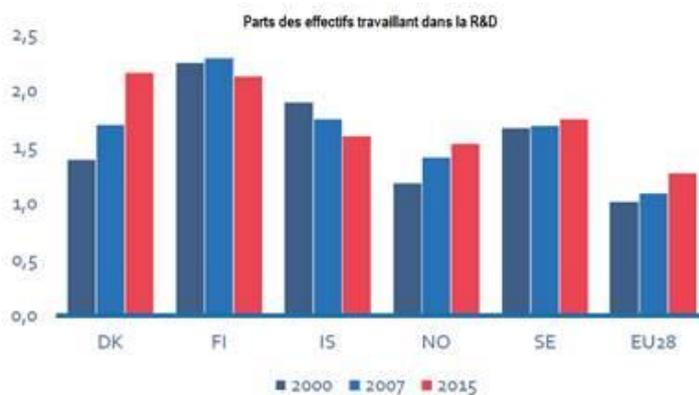
© DG Trésor

N° 146 du 5 janvier 2018

### Pays Nordiques

**OCDE « better life index ».** Le classement du « mieux vivre », qui mesure une série de facteurs liés au bien-être dans les pays de l'OCDE (enseignement, environnement, logement...), considère que c'est en Norvège que l'on vit actuellement le mieux, devant le Danemark et l'Australie. La Suède se situe au 4<sup>ème</sup> rang, l'Islande au 7<sup>ème</sup> et la Finlande au 9<sup>ème</sup>.

**R&D.** Les pays nordiques investissent fortement dans la R&D (entre 3 et 4% du PIB en moyenne sur un cycle). Cette priorité ressort également des statistiques du Conseil nordique sur la part des effectifs qui travaillent dans ce type d'activités. Bien qu'en légère baisse, plus de 2% de la population active finlandaise et danoise exercent dans le champ de la R&D aujourd'hui, contre environ 1,8% en Suède. La part dans l'UE à 28 est de 1,3%. A noter, par ailleurs, la forte poussée de ce type d'emplois au Danemark depuis l'an 2000, et leur diminution relative en Islande.



**Cosmétiques.** Selon la fédération européenne Cosmetics Europe, les Suédois consacrent le plus de moyens aux cosmétiques dans l'Union européenne (1 900 SEK par personne, soit environ 200€), contre 1 700 SEK pour les Français (qui occupent la 4<sup>ème</sup> place derrière les Belges et les Britanniques). Le secteur de la beauté est important dans l'ensemble des pays nordiques puisque les Danois achètent des produits de beauté pour 1 590 SEK par an et les Finlandais pour 1560 SEK par an. Le marché suédois des cosmétiques représente ainsi une valeur globale de 18 Mds de SEK (1,8Md€) et affiche belle progression depuis 2008, notamment dans le segment « swedish eco luxury » avec l'émergence de produits locaux (Estelle & Thilde, M Picault et Björk & Berries).

### Danemark

**Bâle III.** 78 Mds de DKK (10.5 Md€) : c'est ce que la mise en oeuvre des réformes réglementaires de Bâle III (engagées après la crise financière) devrait coûter aux banques et sociétés de prêts hypothécaires danoises selon le groupe d'expert mandaté par le ministre l'Industrie, des Entreprises et des Affaires financières Brian Mikkelsen. La banque Nykredit, qui a récemment vendu 10,9% de ses parts à 5 fonds de pension pour un montant de 7.5 Mds de DKK (1 Md€), satisfait déjà à ces nouvelles exigences de fonds propres, lesquelles seront progressivement appliquées sur 5 ans à compter de 2022. Selon certains commentateurs, Danske Bank, Jyske Bank et Nordea pourraient affronter des difficultés face au leader (40%) du marché des crédits hypothécaires danois.

**LEGO.** Pour la première fois, le fabricant de jouets Lego a intenté et gagné un procès contre des fabricants de copies de ses produits en Chine. L'instance judiciaire saisie a jugé que certains des produits de la marque Bela enfreignaient les droits d'auteur de Lego et que la fabrication et la vente de ces produits constituaient des actes de concurrence déloyale. Les deux entreprises chinoises inculpées doivent cesser de copier l'emballage et le logo des produits Lego. Selon Peter Thorslund Kjær, vice-président des affaires juridiques du groupe Lego, le jugement est un signal fort de l'attention accordée à la protection de la propriété intellectuelle par les instances judiciaires et les autorités chinoises.



**Biotechnologies.** La Fondation Novo Nordisk va mettre en œuvre son plan d'aide au secteur des biotechnologies au Danemark (comme mentionné dans la QN n° 133 d'avril 2017). Ainsi, 392 MDKK (53 M€) seront alloués à l'établissement d'un nouveau centre scientifique à Copenhague, BiInnovation Institute (BII), qui aura pour mission de développer (via des financements et des conseils) les meilleurs projets de recherche dans le secteur des sciences de la vie jusqu'à ce qu'ils soient éligibles à des financements aux conditions du marché. Si BII est considéré comme un succès après la première phase d'établissement (dans les trois prochaines années), la Fondation Novo Nordisk établira un fonds indépendant qui sera chargé de BII les six à huit années suivantes.

**Coloplast.** Coloplast (groupe danois de 10 000 collaborateurs spécialisé dans les soins d'ostomie, d'urologie et des plaies) a annoncé l'acquisition du français SAS Lilial (Lilial), distributeur de matériel médical, pour un montant de 35,5 M€. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de Coloplast visant à s'appuyer sur de nouveaux relais de croissance non-organique tout en renforçant ses activités de services. L'acquisition de Lilial renforce la position de Coloplast et son offre de produits et services en France.

## Finlande

**Conjoncture.** Les prévisions de croissance pour 2017 ont été revues à la hausse : de 2,9% à 3,1% pour le ministère des finances, de 2,1% à 3,1% pour la Banque de Finlande. Le raffermissement de la croissance chez les principaux partenaires de la Finlande (UE et Russie) expliquerait environ 2/3 de la forte croissance des exportations en 2017 (+6,8% pour le ministère des finances, +8,4% pour la Banque de Finlande). Les deux rapports constatent qu'en dépit de la vivacité de la croissance, le chômage décroît lentement (8,5% de la population active en moyenne en 2017 contre 8,8% en 2016). Pour 2018, le ministère des finances a relevé sa prévision de croissance du PIB de 2,1% à 2,4%, et la Banque centrale de 1,7% à 2,5%.

**Loi sur la distribution d'alcool.** La réforme de la distribution d'alcool a été adoptée par le Parlement le 19 décembre dernier. La principale mesure est la hausse de la teneur en alcool des boissons qui pourront être vendues au détail en dehors du monopole d'Alko. Le seuil passera, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, de 4,7% à 5,5% d'alcool volumique. D'autres mesures de libéralisation de la distribution entreront en vigueur soit au 1<sup>er</sup> janvier prochain, soit en mars 2018. Parallèlement, les taxes sur l'alcool seront augmentées afin de freiner les effets potentiels sur la consommation dénoncés par les opposants à la réforme. En revanche les dispositions du projet visant à interdire les ventes en ligne n'ont pas été votées. La législation actuelle n'évoque pas les ventes en ligne mais a été progressivement interprétée comme les interdisant implicitement. Cette interprétation fait débat mais les élus ont convenu de ne pas se prononcer sur ce point pour le moment.

**Concurrence.** L'autorité de la concurrence finlandaise (KKV) a autorisé le 15 décembre la cession des six départements alimentation du groupe Stockmann (Stockmann Delicatessen) à S-Group. Le transfert de propriété prendra effet dès le 3 janvier 2018. Le seul engagement pris par S-Group est de continuer à s'approvisionner auprès du grossiste Tuko Logistics jusqu'à la fin de l'année 2018. S-Group a annoncé que peu de changements seraient apportés dans l'immédiat aux départements alimentation des magasins Stockmann, plutôt orientés vers une offre qualitative. A partir de l'automne, des changements visant à baisser le niveau moyen de prix sont envisagés. Cette opération aura pour effet une hausse de la concentration de l'offre sur des marchés de la distribution à dominante alimentaire, déjà très concentrée, puisque le nombre d'acteurs sera réduit à trois (S-Group, groupe K et Lidl). Cependant, pour KKV, l'opération n'aura pas d'effet sur la concurrence au motif que les magasins du groupe S n'exercent qu'une faible concurrence sur les six départements alimentaires objets de l'acquisition. Les baisses de coûts permises par les circuits d'approvisionnement de S-Group devraient permettre de réduire les prix sans atteinte à la qualité.

**Education.** Selon Statistiques Finland, la part de bacheliers qui enchaînent immédiatement des études supérieures continue à baisser. Sur les dix dernières années, la part des nouveaux bacheliers qui n'ont pas immédiatement intégré l'université ou une formation professionnelle est passée de 57% à 71%. Ce pourcentage est encore plus élevé pour les femmes : 74% des nouvelles bacheliers n'ont pas immédiatement poursuivi leurs études. Ces chiffres confirment que l'examen d'entrée à l'université constitue une réelle barrière puisque 75% des nouveaux bacheliers ont passé cet examen et 26% sont entrés à l'université.

**Emissions de CO2.** Selon les chiffres révisés publiés par Statistiques Finland, les émissions de CO2 ont augmenté de 6% en 2016 pour atteindre 60 millions de tonnes. La consommation de charbon a augmenté et celle de biocarburants a baissé par rapport à l'année précédente. La consommation d'énergies renouvelables a globalement augmenté et représente 34% de la consommation d'énergie mais celle d'énergies fossiles a augmenté plus rapidement, de 7%. Les absorptions de CO2 par le secteur UTCAF (utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie) ont-elles aussi reculé de 6% et se sont élevées à 27 millions de tonnes en 2016. L'inauguration récente par Turku Energy d'une nouvelle centrale à Naantali, alimentée en partie aux copeaux de bois, devrait contribuer à faire baisser les émissions de CO2 en 2017.



## Norvège

**Economie.** L'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) a présenté le 19 novembre 2017 son nouveau rapport sur la Norvège. Le rapport, qui est publié tous les deux ans, souligne la bonne santé de l'économie norvégienne qui a su résister à la baisse des prix du pétrole. Les économistes de l'organisation donnent ainsi un satisfecit au gouvernement norvégien, qui a su amortir l'impact des grandes fluctuations des prix du pétrole (de 100\$ le baril à 40\$, pour remonter ces temps-ci à 60\$). Cependant, l'OCDE indique que l'augmentation des prix immobiliers et la croissance (corrélée) de l'endettement des ménages constituent le risque majeur pour l'économie norvégienne.

**Inflation.** L'inflation en Norvège a poursuivi sa décline en novembre, à 1,1% sur un an, ce taux étant le plus bas depuis février 2013. La Banque centrale de Norvège maintient son taux directeur inchangé, au niveau historiquement bas de 0,5%, poursuivant ainsi sa politique monétaire expansive.

**Fonds de pension.** Le département Real Estate Management du Fonds pétrolier norvégien a acheté des propriétés immobilières à Tokyo pour 6,8 Mds de NOK (688 M€). C'est le premier investissement immobilier du Fonds pétrolier en Asie, le Fonds poursuivant une stratégie de développement d'un portefeuille global d'investissements immobiliers de haute qualité, aux rendements plus sûrs, afin d'équilibrer l'augmentation de la part en actions de son portefeuille.

**Crabe des neiges.** Alors que les négociations entre l'Union européenne et la Norvège à propos de la pêche au crabe des neiges de Svalbard semblent bloquées, l'UE a annoncé lors d'une réunion des ministres européens de la pêche qu'elle délivrerait 20 licences de pêche, sans l'accord de la Norvège. La Norvège a immédiatement indiqué qu'elle poursuivrait les navires pêchant sans son autorisation. Par ailleurs, le pays avait précédemment proposé à l'UE des échanges de quotas, mais suite à son refus et à cette annonce de délivrance de licences, la Norvège n'a finalement pas modifié le volume des quotas de pêche pour 2018, ne réservant pas de quotas pour des tiers.

**Véhicule électrique.** Le gouvernement norvégien avait demandé à l'autorité de surveillance de l'AELE (ESA) l'autorisation de reconduire sur trois ans plusieurs dispositifs adoptés en 2014 pour soutenir le développement du secteur, et notamment la TVA à taux 0 pour l'achat de voitures électriques et batteries. L'ESA a donné son autorisation à la Norvège, à condition d'obtenir un bilan environnemental de ces mesures à la fin de cette période. Elle autorise par ailleurs la reconduite de certains dispositifs pour six ans, comme les taxes annuelles réduites pour les véhicules électriques ou la gratuité des péages. Cette annonce intervient alors que le débat parlementaire a définitivement enterré la "taxe Tesla" qui visait à supprimer les exemptions de certaines taxes pour les véhicules électriques de grand gabarit, typiquement les modèles vendus par la marque Tesla.

**Pétrole.** Le groupe d'ingénierie pétrolière TechnipFMC, né début 2017 de la fusion du français Technip et de l'américain FMC, a annoncé avoir remporté un contrat auprès de la société d'exploration et de production VNG Norge AS. Ce contrat porte sur l'ingénierie, la fourniture des équipements sous-marins, la construction et l'installation des appareils nécessaires au projet Fenja en mer de Norvège. C'est un contrat intégré majeur pour TechnipFMC, dépassant les 250 M\$ (211 M€), qui reflète la logique de fusion des deux entreprises, permettant de proposer des offres complètes.

## Suède

**Croissance.** Le ministère suédois des Finances, comme la Banque de Suède et l'Institut national de la Conjoncture (KI), viennent cette semaine de réviser à la baisse les perspectives de croissance du PIB qui ne dépassera pas 3% en 2017, mais se situera plutôt au alentours de 2,5%. En revanche, ces trois acteurs tablent toujours sur une croissance proche de 3% en 2018.

**Inflation.** L'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) suédois s'est établi à +2 % en glissement annuel (novembre 2016 à novembre 2017). L'évolution moyenne des prix reflétée par l'indice IPCH recouvre des disparités importantes, avec de nombreux produits d'usage courant dont les prix progressent rapidement depuis un an tels que le carburant (+4,5%) et l'électricité (+2,3%). La Banque de Suède (Riksbanken) table sur une progression de l'IPCH de +1,8% en 2017 (+1,1% en 2016) et de +1,7% en 2018.

**Innovation.** 45% des entreprises basées en Suède ont mené une activité de recherche et d'innovation entre 2014 et 2016 (46% entre 2012 et 2014). Les deux secteurs à l'origine de cette baisse sont la métallurgie (nomenclature NACE 24) et les services d'assurances et de réassurance (NACE 65) qui ont vu l'activité diminuer de manière plus significative (de 68 à 60% dans le cas de la métallurgie et de 71 à 64% dans le cas des assurances). Le degré d'activité de R&D est corrélé à la taille des entreprises (cf tableau ci-dessous).



Parts des entreprises ayant une activité innovation / R&D en Suède		
Effectifs	2012-2014	2014-2016
Total	46 %	45 %
10 - 49 employés	42 %	42 %
50 - 249 employés	61 %	59 %
250 et +	75 %	74 %

**Réforme du régime de retraite.** Il y a un large consensus au Parlement suédois (accord entre six partis sur les huit du Riksdag, les deux au gouvernement PSD et Vert ainsi que les quatre de l'Alliance actuellement en opposition) pour relever progressivement d'ici 2026 l'âge minimum à partir duquel il sera possible de liquider sa retraite de base (1<sup>er</sup> pilier) de 61 ans à 64 ans. En effet, le régime de retraite suédois repose sur un système « à la carte » qui donne la possibilité de décider soi-même de son départ dans une fourchette comprise jusqu'à ce jour entre 61 et 67 ans (une personne qui décide de partir tôt bénéficiera d'une retraite plus faible puisque le système suédois repose sur une logique de « *pay as you go* »). La réforme du régime vise aussi à porter de 67 à 69 ans l'âge légal de travail. Un employeur ne pourra donc pas exiger le départ d'un salarié en raison de son âge avant 69 ans à compter de 2023. En revanche, il restera possible, comme par le passé, de licencier pour motif économique ou faute personnelle. Le montant de la retraite garantie (*garantipensionen*), la retraite à 65 ans pour ceux qui n'ont pas travaillé ou très peu cotisé, sera également relevé pour permettre à plus de retraités de vivre correctement. Enfin, l'offre de sicav du régime capitalisation va également être revue à la baisse de 800 à 500 sicavs environ, ce qui permettra au superviseur Pensionsmyndigeten (Agence des retraites), de mieux contrôler l'offre. Selon un sondage Sifo, 56 % des Suédois n'approuvent pas les grandes lignes de cette réforme, alors que 31% trouvent les mesures prises raisonnables. L'âge moyen de départ à la retraite est actuellement de 64,8 ans.

**Transports verts.** La part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique du secteur des transports est passée de 6 à 31 % entre 2005 et 2016, soit une progression 3 fois plus rapide qu'en France (où cette part a augmenté de 2 à 9 % sur la même période). Cela permettra à la Suède de dépasser l'objectif national de 10 % en 2020 imposé par le Paquet énergie-Climat UE2020. A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018, les vendeurs d'essence ne pourront vendre que de l'essence dont les émissions GES seront inférieures de 2,6 % à celles de l'essence pure et de 4,2 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Pour le diesel, les réductions devront être de 19,3 % à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018, puis de 20 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et de 21 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Ces taux seront ajustés pour permettre une réduction des émissions GES de 40 % par rapport aux carburants fossiles en 2030, nécessaire pour remplir l'objectif national de réduction de 70 % des émissions GES des transports en 2030.

**APD.** L'Agence suédoise en charge du développement et de la coopération internationale (SIDA) et IFC, filiale de la Banque Mondiale, comptent apporter 535 MSEK de garanties (55M€) afin que les deux compagnies d'assurances Allianz et Prudential puissent ensuite apporter 8,6 Mds de SEK (880M€) de financement au secteur privé pour promouvoir les investissements verts (i.e hors secteurs miniers et fossiles) dans 20 à 30 projets d'infrastructures dans des pays en voie de développement

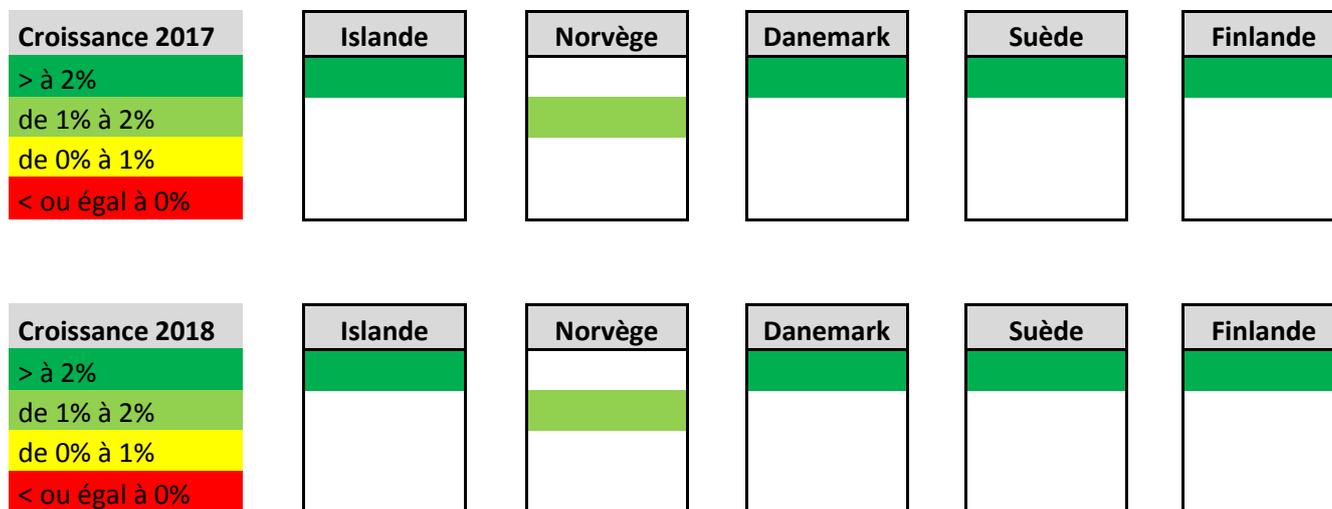
**Loyers des bureaux à Stockholm.** Selon le consultant international en immobilier JLL, le centre de Stockholm se hisse au 20<sup>ème</sup> rang mondial pour le niveau des loyers des bureaux de prestige (loyers moyens annuel de 8 000 SEK/m<sup>2</sup>, soit plus de 800€/m<sup>2</sup>) et ne serait devancé en Europe que par Londres (West End et City), alors que les meilleurs quartiers de Paris ne seraient qu'au 25<sup>ème</sup> rang et donc toujours à des niveaux attractifs dans un contexte international. Le niveau des loyers des quartiers les plus prestigieux (premium office rent) à Amsterdam, Berlin ou Bruxelles sont ainsi moitié moins cher qu'à Stockholm. Les autres capitales nordiques ne figurent pas parmi les 54 métropoles étudiées.

**Datacenter.** Selon une récente étude du Boston Consulting Group (BCG), il existait 150 « datacenter » en Suède en 2016 dont les acteurs réalisent un chiffre d'affaires global de 17 Mds de SEK (1,8Md€) si l'on inclut les sous-traitants et les secteurs liés. Pour la Suède, il s'agit d'un secteur d'avenir puisque, toujours selon BCG, le CA devrait évoluer au cours des prochaines années et représenter environ 5,5Md€ (53 Mds de SEK) dès 2025. L'implantation de Facebook, Amazon Web Services et Google, adossée à un coût de l'électricité parmi les plus faibles de l'UE, contribue à renforcer l'attractivité de la Suède.



La quinzaine nordique – 5 janvier 2018 © DG Trésor

## 1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2017)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
PIB										
Gouvernement	1,5	1,7	<b>3,1</b>	<b>2,4</b>	2,0	2,5	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	-	-
Banque centrale	2,3	1,8	<b>3,1</b>	<b>2,5</b>	1,5	1,1	<b>2,5</b>	<b>2,9</b>	3,7	3,4
Institut stat./conj****.	2,1	2,1	2,9	2,0	2,2	2,2	<b>2,5</b>	<b>2,9</b>	6,0	3,3
Commission*	2,3	2,0	3,3	2,7	1,5	1,6	3,2	2,7	4,6	3,1
FMI**	1,9	1,8	2,8	2,3	1,4	1,6	3,1	2,4	5,5	3,3
OCDE***	2,2	2,0	3,1	2,5	2,1	1,8	3,1	2,8	5,1	4,3
SEB	2,3	2,4	2,5	2,2	1,7	1,8	3,2	2,8	-	-
Nordea	2,2	2,0	3,0	2,0	1,9	2,6	3,3	2,6	-	-
Danske Bank	2,4	2,0	2,8	1,8	2,0	2,3	3,1	2,0	-	-

Source :

\* Prévisions d'automne (novembre 2017)

\*\* World Economic Outlook (octobre 2017)

\*\*\* Perspectives économiques (novembre 2017)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



## 2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Déficit public										
Gouvernement	-1,2	-1,1	-1,2	-1,4	5,0	3,9	1,0	0,9	-	-
Commission*	-1,0	-1,0	-1,2	-1,4	4,3	4,6	0,9	0,7	1,5	1,1
FMI**	-1,0	-0,1	-1,2	-1,4	2,2	2,5	0,7	0,8	3,2	3,4
OCDE***	-1,3	-1,1	-1,1	-1,1	5,4	5,8	1,5	1,7	1,0	1,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Dette publique										
Gouvernement	37,6	36,7	62,5	61,9	-	-	39,6	36,8	-	-
Commission*	36,1	35,5	62,7	62,1	34,7	34,0	39,0	36,6	35,0	32,0
FMI**	37,8	37,0	63,3	62,6	33,1	33,1	38,8	36,5	41,3	39,0

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Autres										
inflation (IPCH)*	1,0	1,4	0,8	1,3	2,1	2,2	1,8	1,6	1,7	2,6
cons. privée*	2,3	2,5	2,0	1,8	2,4	1,9	2,4	2,5	7,5	5,4
chômage (BIT)*	5,9	5,6	8,6	8,3	4,0	3,3	6,6	6,4	3,1	3,2

### Source :

\* *Prévisions d'automne* (novembre 2017)

\*\* *World Economic Outlook* (octobre 2017)

\*\*\* *Perspectives économiques* (novembre 2017)

\*\*\*\* Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

### Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

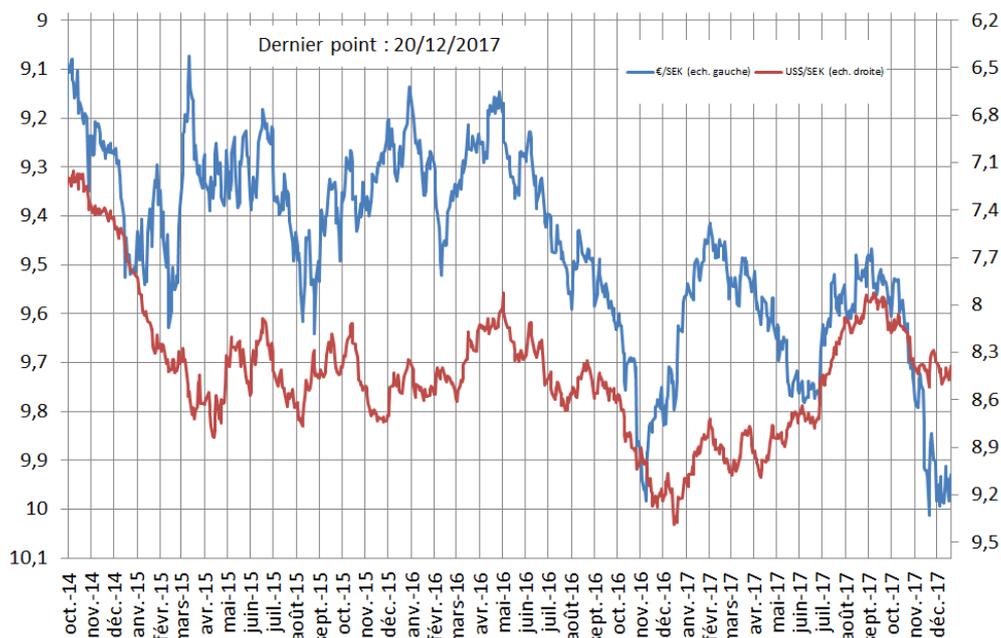
**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration

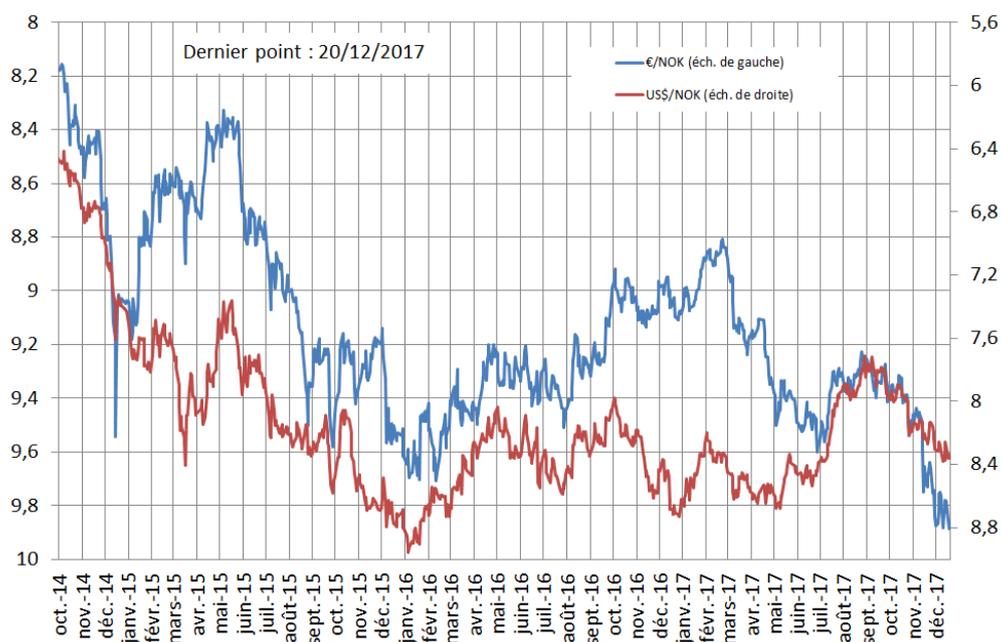


### 3. Evolution des taux de change

#### Couronne suédoise



#### Couronne norvégienne



**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à [pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André, M. Voisin).